

## ASSEMBLEE DE CORSE

---

### DELIBERATION N° 12/042 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE HABILITANT LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE ET LE PRESIDENT DE L'OFFICE DES TRANSPORTS DE LA CORSE A SIGNER LES CONVENTIONS DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC SUR LES LIGNES AERIENNES ENTRE MARSEILLE, NICE, D'UNE PART, ET AJACCIO, BASTIA, CALVI ET FIGARI D'AUTRE PART

---

#### SEANCE DU 22 MARS 2012

L'An deux mille douze et le vingt-deux mars, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Dominique BUCCHINI, Président de l'Assemblée de Corse.

#### **ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

ANGELINI Jean-Christophe, BARTOLI Marie-France, BASTELICA Etienne, BEDU-PASQUALAGGI Diane, BENEDETTI Paul-Félix, BIANCARELLI Viviane, BIANCUCCI Jean, BUCCHINI Dominique, CASALTA Laetitia, CASTELLANI Michel, CASTELLANI Pascaline, CASTELLI Yannick, DONSIMONI-CALENDINI Simone, FEDERICI Balthazar, FEDI Marie-Jeanne, FERRI-PISANI Rosy, GIACOMETTI Josepha, GIOVANNINI Fabienne, GRIMALDI Stéphanie, HOUEMER Marie-Paule, LACAVE Mattea, LUCIANI Xavier, MOSCONI François, NATALI Anne-Marie, NICOLAI Marc-Antoine, NIELLINI Annonciade, NIVAGGIONI Nadine, ORSINI Antoine, ORSUCCI Jean-Charles, de ROCCA SERRA Camille, RUGGERI Nathalie, SANTINI Ange, SCIARETTI Véronique, SIMEONI Gilles, SIMONPIETRI Agnès, SINDALI Antoine, STEFANI Michel, SUZZONI Etienne, TALAMONI Jean-Guy, TATTI François, VALENTINI Marie-Hélène, VANNI Hyacinthe

#### **ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

M. CHAUBON Pierre à Mme BARTOLI Marie-France  
Mme COLONNA Christine à M. BIANCUCCI Jean  
Mme GUERRINI Christine à Mme NATALI Anne-Marie  
M. LUCCIONI Jean-Baptiste à Mme FERRI-PISANI Rosy  
Mme MARTELLI Benoîte à M. ORSINI Antoine  
M. PANUNZI Jean-Jacques à M. de ROCCA SERRA Camille  
Mme RISTERUCCI Josette à Mme FEDI Marie-Jeanne

Mme SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette à M. SINDALI Antoine

**ETAIT ABSENT : M.**

FRANCISCI Marcel.

Mme SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette en sa qualité de salariée d'Air Corsica ne prend pas part au vote et M. MOSCONI François en qualité de Président du Conseil de surveillance d'Air Corsica ne prend part ni au débat ni au vote.

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le règlement (CE) n° 1008/2008 du 24 septembre 2008 établissant les règles communes pour l'exploitation de services aériens réguliers dans la communauté,
- VU** la communication n° 2011/C 257/03 de la Commission conformément à l'article 16, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1008/2008 du Parlement Européen et du Conseil établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté relative aux obligations de service public portant sur des services aériens réguliers Bastia-Paris(Orly), Bastia-Marseille, Bastia-Nice, Calvi-Paris (Orly), Calvi-Marseille, Calvi-Nice, parue au Journal Officiel de l'Union Européenne du 1<sup>er</sup> septembre 2011,
- VU** la communication n° 2011/C 257/04 de la Commission conformément à l'article 17, paragraphe 5, du règlement (CE) n°1008/2008 du Parlement Européen et du Conseil établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté relative aux appels d'offres portant sur l'exploitation de services aériens réguliers conformément aux obligations de service public sur les liaisons Bastia-Paris(Orly), Bastia-Marseille, Bastia-Nice, Calvi-Paris (Orly), Calvi-Marseille, Calvi-Nice, parue au Journal Officiel de l'Union Européenne du 1<sup>er</sup> septembre 2011,
- VU** la communication n° 2011/C 257/05 de la Commission conformément à l'article 16, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1008/2008 du Parlement Européen et du Conseil établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté relative aux obligations de service public portant sur des services aériens réguliers Ajaccio-Paris (Orly), Ajaccio-Marseille, Ajaccio-Nice, Figari-Paris (Orly), Figari-

Marseille, Figari-Nice, parue au Journal Officiel de l'Union Européenne du 1<sup>er</sup> septembre 2011,

- VU** la communication n° 2011/C 257/06 de la Commission conformément à l'article 17, paragraphe 5, du règlement (CE) n° 1008/2008 du Parlement Européen et du Conseil établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté relative aux appels d'offres portant sur l'exploitation de services aériens réguliers conformément aux obligations de service public sur les liaisons Ajaccio-Paris (Orly), Ajaccio-Marseille, Ajaccio-Nice, Figari-Paris (Orly), Figari-Marseille, Figari-Nice, parue au Journal Officiel de l'Union Européenne du 1<sup>er</sup> septembre 2011,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II, Livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 1411-1 à L. 1411-18, L. 4422-15, L. 4424-18, L. 4424-19, L. 4424-20,
- VU** la délibération n° 11/163 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juillet 2011 portant sur la révision des obligations de service public imposées sur les services aériens réguliers entre Paris (Orly), Marseille et Nice, d'une part, et Ajaccio, Bastia, Calvi et Figari, d'autre part et à l'adoption du principe de la délégation de service public pour l'exploitation de la desserte aérienne de service public de la Corse et ses annexes,
- VU** les projets de conventions,
- VU** l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 21 juillet 2011,
- VU** l'avis du Comité Technique Paritaire en date du 27 juillet 2011,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- VU** l'avis n° 2012-003 du Conseil Economique, Social et Culturel de la Corse en date du 20 mars 2012,
- APRES** avis de la Commission du Développement Economique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,
- SUR** rapport de la Commission des Finances, de la Planification, des Affaires Européennes et de la Coopération,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE**

### **ARTICLE PREMIER :**

Constatant qu'aucun transporteur aérien n'a fait connaître son intention d'exploiter à compter du 25 mars 2012 un ou plusieurs des douze services aériens réguliers entre Marseille, Nice, Paris-Orly, d'une part, et Ajaccio, Bastia, Calvi et Figari d'autre part, dans les conditions fixées par les obligations de service susvisées, sans demander de compensation financière, décide de procéder à la désignation des délégataires de service public pour l'exploitation des services aériens susmentionnés.

### **ARTICLE 2 :**

La Compagnie Air Corsica est désignée comme délégataire de service public pour l'exploitation des lignes aériennes entre Marseille et Nice, d'une part, et Ajaccio, Bastia, Calvi et Figari, d'autre part. Cette compagnie répond aux obligations de service public et demande une compensation maximale réduite, dans son offre finalisée en date du 24 février 2012, 33,5 millions par année d'exploitation pour la période commençant le 25 mars 2012 au 24 mars 2013, du 25 mars 2013 au 24 mars 2014, du 25 mars 2014 au 24 mars 2015 et du 25 mars 2015 au 24 mars 2016.

### **ARTICLE 3 :**

Le Président du Conseil Exécutif de Corse et le Président de l'Office des Transports de la Corse sont autorisés à signer, sur ces bases et sur les modèles joints en annexe, les conventions relatives à ces liaisons.

### **ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AJACCIO, le 22 mars 2012

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Dominique BUCCHINI

# **ANNEXES**

<p style="text-align: center;"><b>RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE</b></p>
---

**Objet :** Habilitation du Président du Conseil Exécutif de Corse et du Président de l'Office des Transports de la Corse à signer les conventions de délégation de service public sur les lignes aériennes entre Marseille, Nice d'une part et Ajaccio, Bastia, Calvi et Figari d'autre part

## **I - Le déroulement de la procédure**

Le présent rapport vient en conclusion de la procédure engagée par votre délibération du 28 juillet 2011. Vous avez adopté les nouvelles obligations de service public à mettre en œuvre à compter du 25 mars 2012, sur les lignes aériennes Corse-Marseille, Corse-Nice et Corse-Paris Orly. Vous avez approuvé le principe du recours à la délégation de service public pour l'exploitation de ces liaisons aériennes conformément aux nouvelles obligations de service public ainsi que les caractéristiques principales des conventions.

Par la même délibération, vous avez autorisé le Président du Conseil Exécutif de Corse ou son représentant, Conseiller Exécutif et Président de l'Office des Transports de la Corse, à engager et à conduire la procédure de consultation telle que prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à désigner la ou les compagnies pour l'exploitation des liaisons susmentionnées sous réserve de l'approbation finale de ce choix et des contrats négociés par l'Assemblée de Corse.

Conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 1008/2008 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté, la Commission européenne a publié au Journal officiel de l'Union européenne, édition du 1<sup>er</sup> septembre 2011, les communications 2011/C 257/03, 2011/C 257/04, 2011/C 257/05, 2011/C 257/06 relatives aux obligations de service public portant sur les services aériens réguliers et aux appels d'offres portant sur l'exploitation de services aériens réguliers conformément aux obligations de service public.

La commission de délégation de service public a déclaré recevables les candidatures et les offres des deux candidats, à savoir Air Corsica sur les lignes Corse -Marseille, Corse-Nice, Calvi-Paris (Orly) et Figari-Paris (Orly), le groupement Air France-Air Corsica sur les lignes Ajaccio-Paris (Orly) et Bastia-Paris (Orly).

L'examen des pièces a permis de vérifier que tous les documents exigés figuraient dans les dossiers.

Lors de sa séance du 30 novembre 2011, à l'unanimité, la commission autorise l'Office des transports de la Corse à lancer les négociations avec les compagnies aériennes.

Conformément à l'article L. 1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), « Les offres ainsi présentées sont librement négociées par l'autorité

responsable de la personne publique délégante qui, au terme de ces négociations, choisit le délégataire ».

## **II - Les apports des nouvelles conventions**

Les discussions entre l'Office des Transports de la Corse et les candidats se sont déroulées sur les mois de décembre 2011 et janvier 2012.

A l'issue de ces échanges, le dispositif connaît une amélioration significative, en ce qui concerne le bord à bord.

Dans un souci de cohérence, les liaisons Corse-du-Sud Marseille Nice d'une part et Haute-Corse Marseille Nice d'autre part ont été regroupées dans deux conventions distinctes ce qui laisse ouverte la voie à la mutualisation sur la Haute-Corse et sur la Corse-du-Sud, comme vous l'avez exprimé en séance.

Comme nous nous y étions engagés, le dispositif se trouve équilibré en fonction des obligations de service public adoptées lors de la session du 28 juillet 2011.

En effet, les dessertes Calvi et Figari sont désormais quotidiennes et sur les deux saisons.

En termes de capacités, l'augmentation de ces fréquences a eu pour effet une hausse des capacités, 100 000 sièges, soit 7 % sur les quatre aéroports confondus, afin de répondre à la demande des socioprofessionnels et des chambres de commerce et d'industrie.

Je vous rappelle la simplification du dispositif des obligations de service public afin de le rendre plus lisible et plus adaptable aux variations de la demande des usagers et la saisonnalité.

La souplesse accordée quant aux tarifs est toutefois contrôlée pour le tarif résident qui est établi à 90 euros HT pour la grille Nice Corse et 96 euros HT pour la grille Marseille Corse. A ce stade, on doit noter une stabilité de ce tarif par rapport à la précédente grille tarifaire.

Il reste, pour tenir compte de l'évolution des coûts d'exploitation, que les conventions précisent désormais une méthode et une formule d'indexation qui permettent de faire évoluer le tarif résident sur des bases objectives, prévisibles et connues de tous les acteurs.

Nous attendons de la compagnie délégataire une politique commerciale dynamique et attractive notamment pour les voyageurs non résidents et ainsi améliorer l'équilibre économique de ses comptes.

Le dispositif de contrôle du suivi de la DSP se trouve renforcé par une exigence d'information préalable plus encadrée, notamment en termes de programme.

L'instauration d'un comité de suivi composé de représentants de l'OTC et de la compagnie délégataire permettra de contrôler, en temps réel, la bonne exécution du contrat.

Enfin la convention prévoit des dispositifs de remise des comptes et des rapports d'exécution qui doivent être transmis à la Collectivité comme l'article L. 1411-3 du CGCT l'impose.

Les sanctions pécuniaires pour non respect de la convention sont, elles aussi, précisées avec des formules connues de tous les acteurs et tenant compte de paramètres économiques spécifiques à l'activité aéronautique.

La compensation versée par la Collectivité Territoriale de Corse est limitée à 33,5 millions d'euros par année d'exploitation et sans réévaluation à la hausse sur quatre ans. La compagnie s'engage au développement de sa politique commerciale afin d'assurer son équilibre économique.

Nous regrettons, en revanche, la décision de retrait d'Air France de l'assistance en escale des ATR alors que cette collaboration ancienne traduisait la complémentarité des compagnies et nous souhaitons le rétablissement de ce service assuré par cette compagnie.

Au vu des dernières propositions de la phase de négociation et de l'ensemble des éléments des offres en annexe des conventions, je vous propose d'attribuer la délégation de service public sur les lignes Corse-Marseille et Corse-Nice à Air Corsica et d'autoriser le Président du Conseil Exécutif de Corse et le Président de l'Office des Transports de la Corse à signer les conventions de service public en annexe.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.